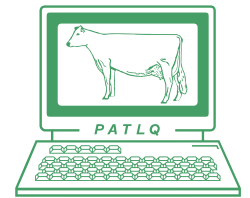


Le PATLQ et Élevage Conseil, l'un des 80 organismes de contrôle laitier français, organisent occasionnellement des échanges pour permettre à des employés spécialement méritants de comparer les modes de fonctionnement entre les deux pays. Rémi Bélanger, agent-conseil au PATLQ, et Richard Warin, conseiller à Élevage Conseil, ont participé avec leurs conjointes à un tel échange en juin 2002. Voici quelques observations en vrac sur les similitudes et les différences entre la France et le Québec en matière d'industrie laitière et de contrôle laitier.

PAR RÉMI BÉLANGER ET
MICHEL POULIOT*



Bref coup d'œil sur l'industrie laitière en France

Premier point de comparaison: l'importance du cheptel laitier. En 2001, avec ses 407 000 vaches laitières, le Québec vient en tête des provinces canadiennes. Avec 4,4 millions de vaches laitières, soit 11 fois le cheptel laitier québécois, la France est au second rang européen, juste derrière l'Allemagne.

Tout comme chez nous, la production laitière en France a pris le virage industriel au lendemain de la deuxième grande guerre. On a assisté à une concentration radicale des entreprises. En moins de 30 ans, 85 % des exploitations ont disparu. Il reste aujourd'hui 120 000 fermes laitières, et leur nombre continue à décroître. Malgré cette réduction dramatique, tout comme ici, le volume de lait produit est resté sensiblement le même, grâce à l'amélioration constante de la génétique et de la régie des troupeaux. En 1984, la vache française produisait 3700 litres par

an. En 2001, on est à 5600, soit une augmentation de 50 %, alors que les élevages au contrôle laitier produisent plus de 7000 litres en moyenne¹.

Tout comme chez nous, les rendements sont supérieurs pour les troupeaux inscrits au contrôle laitier. De plus, la qualité de la régie tend généralement à être proportionnelle à la taille des troupeaux, avec pour résultat que plus on a de vaches, plus leur rendement est élevé (tableau 1).

En France comme au Québec, si le nombre de troupeaux continue à diminuer, leur taille continue à grandir. Chez nos cousins, la ferme moyenne de 2001 compte 33 vaches². C'est moins que les 46 vaches du Québec ou les 59 du Canada, mais quand on songe qu'en 1963, on comptait en moyenne sept vaches par ferme en France, le chemin parcouru est tout bonnement spectaculaire. Et l'augmentation se poursuit, à raison d'une vache et plus en moyenne par troupeau par année.

RÉGIE DU TROUPEAU

En France, 96 % des vaches sont en stabulation libre, avec salle de traite, et ont accès au pâturage. Dans le Nord, notamment en Picardie, région visitée lors de notre échange, on produit beaucoup de grain, la majorité des terres étant réservées à cette culture. On produit donc très peu de foin. Les troupeaux sont alimentés principalement à l'ensilage de maïs, chaque vache recevant à peine un kilo de foin sec par jour, quelquefois remplacé par de la paille, complété par du maïs-grain sec, de l'orge, du blé, de la pulpe de betterave et du tourteau de soya comme supplément protéique.

La faible proportion de foin dans l'alimentation est d'ailleurs à l'origine d'un important

TABLEAU 1

RENDEMENT EN LAIT SELON LA TAILLE DES TROUPEAUX*

Nbre vaches/ troupeau	France (2001) ⁽¹⁾		Québec (nov. 2002) ⁽²⁾	
	% des troupeaux contrôlés	Production (kg)	% des troupeaux contrôlés	Production (kg)
1-20	10	6348	2	7086
20-30	21	7009	16	7582
30-50	45	7098	50	8123
50-80	20	7258	25	8505
80-100	3	7342	4	8730
100+	1	7459	3	8655
Moyenne	100 %	7147	100 %	8094 ⁽³⁾

* troupeaux inscrits au contrôle laitier

(1) Réussir Lait Élevage, n° 149, juin 2002

(2) Base de données Vision2000 du PATLQ

(3) En décembre 2001



En France, tous les contrôles laitiers sont supervisés. Richard Warin, conseiller à Élevage Conseil, se prépare à chiffrer la production d'un troupeau de 80 vaches.

problème métabolique observé en France: l'acidose. À la ferme de l'école Le Paraclet, à Amiens, les spécialistes le savent bien. Bernard Derly, responsable de la ferme, confie: «Nous cherchons à trouver une façon d'encourager les producteurs à produire davantage de foin sec et aussi de l'ensilage de foin pour augmenter la teneur en fibre de la ration.»

Au fait, en 2001, la production laitière moyenne est passée de 7184 kg à 7147 kg, une légère diminution par rapport à 2000. Cette baisse – la première observée en France depuis l'établissement du contrôle laitier – serait attribuable aux mauvaises conditions de pâturage au printemps 2001 et à une moindre qualité du maïs récolté fin 2000, mais aussi au souci de réduire les coûts de production.

LE CONTRÔLE LAITIER

Alors qu'au Canada, le contrôle laitier est apparu dès 1905 avec le programme ROP (Record of performance), c'est en 1907 qu'il est formellement introduit en France. Depuis, la progression est impressionnante. Il y a aujourd'hui 80 organismes en France, un par département, desservis par un réseau de 26 laboratoires. Le développement du contrôle laitier a connu un essor sans précédent en 1966 avec l'instauration de la loi sur l'élevage pour appuyer le programme de sélection sur une population de 2 000 000 de vaches contrôlées.

Notre échange était organisé entre le PATLQ et Élevage Conseil, l'organisme de contrôle laitier des départements de la Somme et de l'Oise, en Picardie, dans le nord-est de la France. Plusieurs des exemples et des chiffres cités ci-dessous sont donc particuliers à cette région.

Au 31 décembre 2001, la France comptait 67 500 troupeaux et 2 777 800 vaches inscrits au contrôle laitier, soit 56 % des troupeaux et 63 % des vaches. À ce chapitre, le Québec est en avance, avec 75 % des troupeaux et des vaches qui tirent profit de l'appui d'un centre d'expertise. Une particularité: en France, tous les contrôles sont supervisés. Au Québec, moins de 30 % des troupeaux contrôlés sont supervisés, la proportion dans le reste du Canada se situant entre 60 % et 70 %.

PESÉE DU LAIT

Grande différence avec le Québec: en France, tous les lactomètres appartiennent à l'organisme. Aucun producteur ne possède de balances. Avantages pour le producteur: un investissement en moins, et la certitude que les lactomètres sont vérifiés. Désavantage pour l'agent: il doit constamment traîner les appareils, voir au lavage, donc une contrainte de temps. Sans compter qu'avec le va-et-vient d'une ferme à l'autre, il y a un risque potentiel pour la biosécurité. Il est à noter que, au Québec, par souci d'offrir aux producteurs toutes les alternatives, le PATLQ a lancé l'an dernier un projet pilote de location de lactomètres. La réaction de la clientèle a été à ce point tiède que le service est abandonné à compter de janvier 2003.

PROGRAMME PROMESSE

Directement inspiré du programme PROM-S du PATLQ, le programme Promesse de suivi de l'élevage des génisses de Élevage Conseil a trois ans et rejoint présentement 90 éleveurs. Il est fondé sur trois visites

annuelles de prestations techniques, avec suivi alimentaire par trois conseillers. Les pesées des génisses et les hauteurs au garrot se prennent quatre fois par année, par le peseur ou par le conseiller. On met l'accent sur l'observation visuelle de l'animal: on tient à être capable de faire des recommandations pour empêcher la génisse de faire de l'embonpoint tout en obtenant le maximum de croissance. Le coût du service est fixe, équivalant à 300 \$ pour les trois visites-conseils.

SERVICE-CONSEIL : DIVERSIFICATION ET SPÉCIALISATION

Un service-conseil de plus en plus diversifié et spécialisé semble être la voie de l'avenir. On aurait pu croire que le phénomène de concentration des entreprises observé partout et l'application de normes de qualité de plus en plus uniformes allaient peut-être mener à une standardisation des élevages et des mentalités. Or, il n'en est rien. En France, comme au Québec, la production agricole se diversifie. Des créneaux spécialisés apparaissent, correspondant à des produits ou des marchés nouveaux, en constante évolution. Cela se traduit par des besoins plus pointus en matière de conseil.

Prenons l'exemple de la production biologique, phénomène encore marginal il y a quelques années, et qui s'impose de plus en plus comme une tendance d'avenir. En France, la collecte annuelle de lait bio a doublé en deux ans, pour atteindre 117 millions de litres³. Et encore, on ne suffit pas à la demande: 20 % des produits laitiers bio consommés en France proviennent de l'importation! Au Québec, le PATLQ a récemment entrepris un projet pilote de service-conseil en agriculture biologique, de concert avec le Club d'encadrement L'Envol – lait biologique, dans le Bas-Saint-Laurent. Et ce n'est qu'un début...

Sous le soleil de la Picardie, on échange sur l'avenir de la production laitière : Richard Warin, conseiller à Élevage Conseil, Bertrand Derly, responsable de la ferme de l'école Le Paraclet, à Amiens, et Rémi Bélanger, agent-conseil au PATLQ.



LE CONTRÔLE LAITIER EN QUELQUES CHIFFRES (2001)

	Élevage Conseil (Département de la Somme)	France Contrôle laitier (80 organismes)	PATLQ
Nbre total de troupeaux laitiers	1 800	120 400	9 100
Nbre de troupeaux contrôlés	1 200	67 500 (56 %)	6 700 (74 %)
Nbre total de vaches laitières	68 460 ⁽¹⁾	4 412 000	407 200
Nbre de vaches contrôlées	40 000	2 777 800 (63 %) ⁽²⁾	305 300 (75 %)
Personnel technique	50 peseurs	3 000 peseurs	124 agents de support technique
Personnel-conseil	18 conseillers	1 800 techniciens	90 agents-conseils
Spécialistes	10 conseillers spécialisés		13 conseillers ou agents spécialisés
Fréquence de tests (pesées de lait) /producteur/an	11,5		11,06
Visites appui technique par an	9 200		66 500 ⁽³⁾
Nbre de laboratoires	1	26	1
Échantillons analysés par an	950 000	86 700 000	3 880 000 ⁽⁴⁾

(1) En 2000

(2) La revue Réussir Lait Élevage place le pourcentage de vaches contrôlées en France à 66 %.

(3) 85 374 heures de service-conseil, en moyenne 77 minutes par visite

(4) Incluant analyses optionnelles

Aujourd'hui, on parle de moins en moins de contrôle laitier et de plus en plus d'analyse de la production. L'organisme de contrôle laitier est maintenant un centre d'expertise, où le service-conseil joue un rôle de plus en plus marquant et de plus en plus spécialisé. Réunis en table ronde par la revue française PLM⁴, sept dirigeants d'organismes de contrôle laitier sont unanimes : « Les éleveurs sont de plus en plus professionnels, compétitifs. Ils sont de plus en plus spécialisés et de plus en plus passionnés. La compétence des éleveurs s'accroît. Avec elle, leurs exigences. Marcel Lenté, directeur du Contrôle Laitier de Somme-et-Oise, résume : "Ils expriment d'autres besoins en matière d'évolution de leurs exploitations, en matière de services aussi." Il est rejoint par Jean-Marie Nicolas, directeur du Contrôle Laitier de l'Ain : "On assiste à un déplacement de la demande". De conseiller technique, le technicien doit devenir accompagnateur, car l'éleveur recherche aujourd'hui un véritable partenariat. Il souhaite être conforté dans ses choix, avec des méthodes professionnelles. "On doit professionnaliser le conseil", s'accordent à dire les différents représentants.»

LES COÛTS DU CONTRÔLE LAITIER

Non seulement le producteur d'aujourd'hui en veut davantage, il exige aussi, à bon droit, que cela coûte le moins

cher possible. Là comme ailleurs, les centres d'expertise sont appelés à faire preuve d'imagination et de flexibilité.

Au Québec, le PATLQ a adopté une politique « utilisateur-payeur » qui permet une diversité accrue au niveau des options et des coûts de services. En France, Élevage Conseil a adopté depuis de nombreuses années le même principe de facturation, mais de nombreux organismes utilisent une formule forfaitaire par vache. Pour l'heure, le coût du contrôle laitier en France est donc plus élevé qu'au Québec, en particulier pour les gros troupeaux (on parle d'environ 75 \$ par vache par année, avec service de régie).

À ce propos, M. Marcel Lenté, directeur du contrôle laitier de la Somme, faisait le commentaire suivant : « Aujourd'hui, les tarifs sont mutualisés quel que soit le nombre de vaches. Il faudra peut-être dans l'avenir avoir une nouvelle approche de la tarification, car les gros troupeaux commencent à dire que cela coûte cher, en raison du nombre de vaches qui augmente aussi en France. On devra peut-être en venir à une formule qui ressemble à celle du Québec.»

UNE AFFAIRE DE CŒUR

Pour terminer ce trop bref survol, laissons un moment les statistiques pour laisser place aux sentiments. Au terme de sa visite au Québec, mon homologue français Richard Warin, conseiller à Élevage Conseil, faisait

l'observation que, pour un même nombre de vaches, le personnel est plus élevé ici qu'en France. Il a aussi remarqué que les producteurs du Québec sont très attentionnés envers leurs animaux. « Ils sont prêts à passer beaucoup de temps à l'étable, tant pour soigner les animaux que pour garder l'endroit propre. » Coup de chapeau aux producteurs du Québec, donc.

Tout producteur le sait bien, quel que soit le degré de mécanisation et d'informatisation à la ferme, quelles que soient la rigueur de la régie du troupeau et l'excellence des experts dont on s'entoure, la production laitière restera toujours d'abord et avant tout une affaire de cœur. Ici comme en France, les producteurs laitiers sont des gens fiers, déterminés à améliorer leur troupeau et leur production, mais aussi à améliorer la qualité de vie de leurs familles.

Pour mon collègue français Richard Warin, comme pour moi-même, cela a été très enrichissant d'avoir l'occasion d'un contact direct avec une culture et un modèle de gestion étrangers, de pouvoir constater les similitudes fondamentales, mais aussi les différences, parfois surprenantes, toujours instructives. C'est aussi un grand plaisir de pouvoir partager nos réflexions et nos impressions. Si donc vous souhaitez poursuivre cet échange, nous vous donnons rendez-vous au forum de discussion de LaiToile. ☺

- * Rémi Bélanger, agent-conseil, et Michel Pouliot, rédacteur au service des communications, PATLQ
1 France, Terre de lait, CIDIL, septembre 2002, p. 35 pour tous les chiffres du paragraphe
2 D'après France, Terre de lait, CIDIL, septembre 2002. Le troupeau moyen du département de la Somme est de 41 vaches (Réussir Lait Élevage, n° 149, juin 2002).
3 France, Terre de lait, CIDIL, septembre 2002, p. 63
4 PLM – Producteur laitier moderne, mai 2001, propos recueillis par Nadine Herbelin

Votre avis sur la question

Participez au forum du PATLQ sur www.laitoile.com. À compter de 15 de chaque mois, nos experts répondent à vos questions sur le sujet de cet article.